

LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs

N°7 - Mars 2016 - Prix libre

ÉDITO

Amiens, comme ailleurs, les mobilisations sociales piétinent dans des positions principalement défensives. Cette situation ne s'explique pas uniquement par l'accélération et le polymorphisme de l'offensive néo-libérale. Certaines causes sont avant tout endogènes de ces mouvements.

D'une lutte à l'autre, on retrouve les mêmes apparatchiks qui clament le prolétariat et dont la légitimité se fonde sur des savoirs universitaires mal digérés. On côtoie les mêmes activistes bon teint, adeptes du spectaculaire, et qui pensent que découpler pratiques et théories est la nouvelle manière de faire de la politique. Et on se fade les mêmes aventuristes, messies autoproclamés.

Toutefois, en contrepoint, malgré la vacuité des stratégies électoralistes et la substitution de la lutte des places à celle des classes dans les structures syndicales et politiques, la majorité des militants sont intègres et envisagent l'avenir en assumant et questionnant leur appartenance à une histoire collective.

Et pourtant la mayonnaise ne prend pas !

Que faire ?

Les ingrédients sont là, mais le récipient manque. Non pas un récipient abstrait, comme un énième comité, qui, sauf exception, s'éteindra au bout de quelques mois, mais bien un espace physique d'échanges et de constructions collectives d'alternatives en acte. A Amiens, un espace autogéré fait défaut, un lieu pour mutualiser les moyens et où pourraient se tenir des assemblées, des formations politiques, des ateliers de réparation de vélos, des cours sur le logiciel libre, des distributions amapiennes, des projections de films, des concerts, etc. Bien sûr, toutes ces initiatives existent déjà, de manière isolée, mais il manque cruellement un endroit où se retrouver, une fois payer son tribut quotidien au capitalisme : pour bâtir un monde nouveau, une base arrière en plein cœur de la ville, une Zone Autonome Illimitée.

Par son action, patiente et modeste, LE POING, émanation collective et autogérée, œuvre à la création d'un lieu politique, social, culturel et autonome : le contact du journal est au verso.

GOODYEAR
Une bonne année, et surtout la Santé...

Et voilà, l'Etat encore une fois valet du Capital a frappé : huit anciens salariés de Goodyear ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 fermes pour de soi-disant violences. En fait ils ont eu le culot suprême de retenir dans l'usine deux cadres de la direction Goodyear Amiens Nord, pas de violences, pas de maltraitements, et « libération » des deux après 30 heures. Eux qui voulaient imposer les 4x8, ils ont eu un avant-goût des cadences infernales...

En fin de conflit, un accord est signé avec la direction et toutes les plaintes sont retirées. Mais voilà qui ne convient pas à nos chers politicards, et particulièrement au trio de comiques : Hollande, Valls, Macron. Alors on enfonce le clou et le procureur général valet du parquet se déchaîne. Ils n'en ont pas assez de l'état d'urgence, ils s'attaquent maintenant aux travailleurs les plus combattifs, aux militants syndicaux, à la lutte sociale, à tous ceux qui se battent pour l'émancipation, la justice, le bien-être, la liberté.

Alors que ce gouvernement social libéral veut réduire à peau de chagrin le code du Travail, déréglémenter à tout va, imposer la précarité et la misère en bon toutou de leur maître, le MEDEF et tous les exploiters, ils veulent en plus criminaliser la lutte sociale, terroriser les militants syndicalistes, et enfermer ceux qui se battent et ouvrent leur gueule. Cette répression est directement liée au fumeux état d'urgence, qu'ils voudraient bien permanent, il suffit de voir

les assignations à résidence, les interdictions de manifester et les arrestations massives autour de la COP21.

Ils nous parlent de violence, mais c'est bien l'Etat et le patronat avec leurs flics, chefs, militaires, sous-fifres, banquiers et j'en passe qui en sont les plus virulents pratiquants. La violence c'est licencier 1 173 travailleurs à Goodyear Amiens, avec son cortège de calamités : 700 personnes toujours à Pôle emploi, douze morts dont trois suicides, des séparations, des expulsions de leurs foyers.

La violence, c'est la misère dans laquelle on veut jeter des travailleurs malléables et corvéables à souhait. La violence, c'est les détournements de fonds vers les paradis fiscaux, les fonds de pension, la richesse mondiale détenue par une infime minorité de riches et puissants au détriment de 90 % de la population de la planète. C'est aussi les suicides des chômeurs, les expulsions, les enfants malades, le manque de soins pour cause de pauvreté.

Ces huit copains qui ont été condamnés vont t-ils être le début d'une longue série ? Bientôt ce sera le tour des salariés d'Air France qu'on a arrêtés aux aurores devant leurs familles et leurs enfants. Justice de classe, justice bourgeoise, justice sociale libérale qui ne s'attaque jamais aux puissants et à leurs complices.

Non, il n'est pas question d'abandonner ces copains. Il n'est pas question de se résigner. Nous devons nous unir, et

lutter encore plus fort. Nous devons être solidaires et soutenir sans failles ces camarades. Nous devons être nombreux comme nous l'avons été pour soutenir les condamnés de la Confédération paysanne. Et même encore plus. Le jour du jugement de l'appel, nous devons être des milliers devant le tribunal d'Amiens. La pétition « nous sommes tous des Goodyear » a, à ce jour, déjà reçu plus de 150 000 signatures. Mais ce n'est qu'un début. La lutte est quotidienne, pour la dignité, pour le droit au travail, pour l'égalité, pour la liberté, contre l'oppression et l'exploitation orchestrées par l'État et le Capital.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'en est assez de croire à des balivernes électorales et politiciennes, c'en est assez de cautionner la répression, l'intolérance, le racisme, l'exclusion.

Nous exigeons l'annulation de la condamnation des huit camarades de Goodyear et nous pensons que seule la lutte apportera des changements réels.

Avec les opprimés, contre les oppresseurs pour toujours !!!

Eugène Varlope

« Débranche, débranche, débranche tout / Revenons à nous » *

Un dinausore. Voilà ce que vous tenez dans les mains. Une antiquité, un anachronisme, bref un débris venu d'anciennes civilisations... Prenez donc ce journal, tournez le dans tout les sens : devant, derrière, chacune de ses excellentes pages, et bien non ! Pas de port USB, pas de bluetooth, on ne branchera rien par ici... Bref, rien de bien connecté dans ce canard !

Ah, ces anarchistes, toujours un train de retard, me direz-vous ! Une sacrée bande de déphasé-e-s !

Ainsi, partout, à coup de communication lourde et poisseuse les oies médiatiques nous cancanent le même leitmotiv : pour réussir la révolution sociale, faut se socialiser, certes, mais numériquement. Regardez au Sud ! Pas de Printemps arabe sans Facebook et Twitter ! Fini le papier ou la discussion bière¹ en main, le message révolutionnaire se trans-

mettra digitalement ou ne sera pas ! Allons tous frénétiquement pétitionner sur Avaaz² ! Gloire aux humanistes multinationales 2.0 sans qui la liberté n'existe(ra) pas ! A les croire, les masses déparant les rues de Tunis ou du Caire n'étaient que de simples mirages de pixels et les sanglantes ripostes des polices demeuraient dématérialisées.

Ces oiseaux de malheur évitent d'évoquer la vulnérabilité à laquelle s'expose chaque personne utilisant l'informatique, notamment à cause de la complicité des entreprises du numérique (tant louées) avec les gouvernants. Par exemple, on peut évoquer Windows qui intègre le certificat de la dictature tunisienne dans Internet Explorer pour permettre l'espionnage des contestataires. On peut aussi penser à Skype qui fournit des versions modifiées aux régimes souhaitant écouter les conversations de militants (comme en Chine)³. Le

sumum est atteint par la société française Amesys qui a développé et vendu en 2008 un logiciel de surveillance au régime de Khadafi. Quand aux réseaux sociaux, même le pandore le plus zélé (et ils sont sacrément forts pour ça) n'aurait jamais pu faire un fichage de la population aussi fiable et exhaustif.

Les entreprises du numérique ne seront jamais nos alliés. Elles doivent être combattues comme étant créatrices d'outils de contrôle et de fichage des individus à travers le monde, permettant de réprimer tout désir de liberté et d'égalité.

Blaireau

* Chanté par France Gall

1. ou tout autre produit désaltérant, qu'importe la boisson, pourvu qu'il y ait révolution !
2. site financé par le boursicotier-spéculateur milliardaire George Soros.
3. informations relayées par sebsauvage.net



Après une première soirée sur le Chiapas des Zapatistes, LE POING poursuit son cycle de cinés-débats sur l'autogestion.

Entrée libre

Pour une nouvelle politique du logement

Par un après-midi ensoleillé, quelques badaud-e-s modestement endimanché-e-s, dont je suis, se languissent dans les vertes herbes du parc du château de Versailles. Les conversations vont bon-train, et je scrute les passants dans l'espoir méditant de repérer la plus nombreuse des familles nombreuses. Pris d'une soudaine agitation au tournant d'une discussion, je lance négligemment cette grossièreté : «il faut raser le château de Versailles». Le surgissement intempestif de gris nuages, l'ébullition mousseuse de ma bière et les regards désapprobateurs de mes camarades m'avertissent immédiatement du dérapage ordurier commis. Une discussion s'engage sur mon ressentiment supposé auquel j'oppose alors la complicité inconsciente de mes camarades au maintien de l'ordre social.

Il serait loisible de débattre de la rentabilité économique d'une telle entreprise culturelle, comme tout bon père de famille raisonnable rompu aux responsabilités graves de ce monde, de se gausser avec une mauvaise foi certaine des récentes querelles concernant la représentation géante, scandaleuse pour les uns, avant-gardiste pour les autres, d'un royal vagin dans les jardins du château, ou bien encore, de la très relative fonction pédagogique du bâtiment fait musée. Mais le plus surprenant reste sans nul doute la spontanéité affichée pour défendre cette noble institution sociale qui participe, encore aujourd'hui, à imposer la gran-

deur symbolique d'un groupe social, l'aristocratie, dont les intérêts divergent pourtant fortement de ceux de mes contradicteurs, et qui parvient à se reproduire en s'unissant aux fractions économiques de la grande bourgeoisie. Mobilisés au sein des Amis du château de Versailles, association favorisant l'intégration de différentes fractions de la classe dominante, ces protecteurs des vestiges architecturaux d'un ordre ancien contribuent à perpétuer la grandeur passée de l'aristocratie en consacrant sa domination symbolique dans l'Histoire de France.

En imposant et en universalisant un arbitraire culturel ainsi que les schèmes de perception de cet arbitraire, le système d'enseignement permet l'acceptation tacite des logiques sociales de cette domination symbolique. Méconnue comme pouvoir mais reconnue comme légitime, l'inculcation scolaire d'une culture nationale produit cette impulsion à nous faire complice de la violence symbolique qui s'exerce sur nous¹. Si la surveillance policière (et militaire) encadre efficacement les vellétés subversives, notre acceptation doxique du monde demeure le plus sûr verrou de nos prisons.

Emile

1. Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil, 2014 [1992], p. 221-222

L'état d'urgence ou la trouille au pouvoir

13 novembre 2015. Attentats de Paris. 130 victimes.

L'effroi est à la hauteur de l'horreur de ces crimes. L'émoi est légitime mais les conséquences sont désastreuses sur le plan politique. Au lendemain de ces événements, le gouvernement « socialiste » s'empresse de modifier quasiment sans débat, la loi de 1955 sur l'état d'urgence en y introduisant des dispositions particulièrement inquiétantes telle que la possibilité de « dissoudre des organisations » pour des raisons aussi vagues que « l'atteinte grave à l'ordre public ». Ces imprécisions en disent long sur les intentions des gouvernants.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme djihadiste, l'État enrichit son arsenal répressif pour museler les oppositions politiques. Et les faits n'ont pas tardé à le démontrer : après deux mois et demi, 3000 perquisitions administratives, 406 assignations à résidence et interdiction de manifester pour seulement 25 délits constatés pour terrorisme dont seulement 4 dossiers « sérieux » ont été



transférés au parquet anti-terroriste de Paris. Ils ont, en fait, voulu ratisser large.

Le contrôle des juges ne s'exerçant plus durant le régime d'exception, les préfets et les flics s'en sont donnés à cœur joie avec son lot de bavures et d'arbitraire. Cassages de porte, personnes innocentes brutalisées, sans-papiers délogés (allez voir l'excellent bilan de la *quadrature du net*). Les milieux politiques zadistes et écologistes ont aussi eu leur lot ; dans la perspective de la COP21, 24 militants ont été assignés à résidence, ou, comment faire fermer leurs gueules à des gens qui remettent en cause une grossière mascarade.

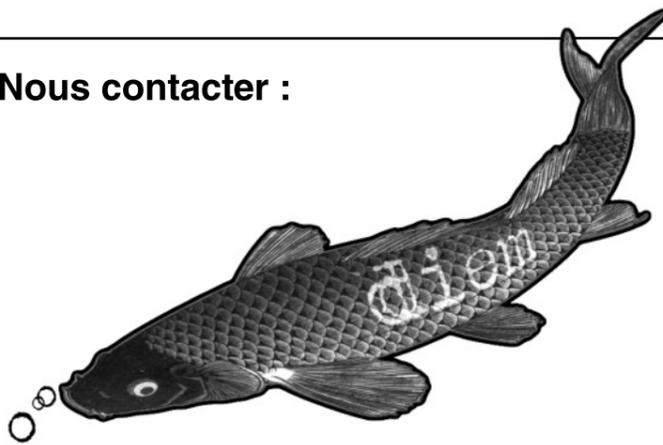
Ne nous trompons pas. La mise en place de l'état d'urgence s'inscrit dans un proces-

sus bien plus pervers. Dans une société gangrenée par la misère et le chômage, les belles promesses politiques ne prennent plus, les gens sont orphelins d'un avenir digne de ce nom ; alors l'État (et toute la classe politique), pour se légitimer et se perpétuer, doit revenir à sa première fonction : la sécurité. L'urgence, l'état de guerre, le danger à nos portes sont autant de motifs anxiogènes qui servent à limiter gravement les libertés individuelles et collectives, et donc à laisser le champ libre aux gouvernants et à leurs commanditaires du monde économique et de la finance.

A bas tous les pouvoirs, surtout quand ils se drapent du suaire de la trouille !

Nuage Bleu

Nous contacter :

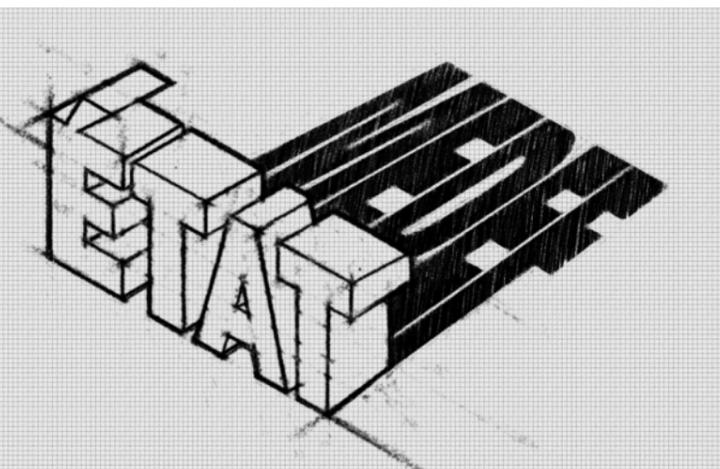


lepoing.presselibertaire@riseup.net

LA BROUETTE OU LES GRANDES INVENTIONS

Le paon fait la roue
le hasard fait le reste
Dieu s'assoit dedans
et l'homme le pousse.

Jacques Prévert



Quatre pattes bon ! Deux pattes mieux !*

Le procès des 9 membres de la confédération paysanne, poursuivis suite à une action sur la ferme des 1000 vaches près de Drucat, m'a fait découvrir l'existence des fermes-usines, comparable à la ferme-usine des 3000 porcs dans l'Oise. L'arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, qui bien que réduisant les peines prononcées en 1^{ère} instance maintient la condamnation des syndicalistes, montre la volonté de l'État de développer ce modèle agro-industriel en France, en s'inspirant en partie du mode d'élevage industriel bien implanté en Bretagne.

Ce modèle est également un désastre écologique, issu d'une vision basée sur le profit, et non sur une production alimentaire pérenne, impossible à envisager dans une logique capitaliste.

L'application du système de production capitaliste dans l'agroalimentaire n'est pas neuve, on peut la faire remonter jusqu'aux Union Stock Yards (en activité de 1865 à 1971), quartier d'abattoir chicagoin, qui inspira plus tard le fordisme.

La pensée capitaliste, en réduisant les « animaux non humains » à de simples marchandises, des objets de consommation, autorise des traitements inacceptables et cruels, tels que la réduction maximum de l'espace vital, l'élevage hors-sol, le gavage... Le but avoué est de rentabiliser, le plus rapidement possible, les « animaux non humains » qui deviennent ainsi un investissement comme un autre.

En m'informant sur ces questions, j'ai fini par m'intéresser à la question de l'antispécisme, qui est discuté dans les milieux anti-autoritaires et mis en pratique de diverses manières.

Ce mouvement fait, entre autre, le constat qu'en plus des humains nombre d'autres animaux subissent l'exploitation. Ce corpus d'idée m'a permis d'envisager d'une nouvelle manière les fermes-usines, ainsi que la production des aliments nécessaires à notre survie et notre plaisir.

* D'après *La ferme des animaux* de George Orwell

Réfléchir à la production de principes de fonctionnement d'un groupe est en soi un [acte politique]. Sans quelques principes de base atténuant les dominations en les contrôlant, toute communauté basculera vers des pratiques autoritaires : la confiance, la pertinence des analyses et des actions produites ne garantissent rien, même en cas de libre association. (...) Évidemment, il ne s'agit pas de produire un kit d'us et coutumes à appliquer mécaniquement pour obtenir un label de bonne conduite collective : le dogmatisme est aussi un piège.

Néanmoins un certain nombre d'outils ont été pensés pour éviter l'instauration d'un leadership. La planification en commun des temps collectifs limite les manipulations du calendrier, les ordres du jour préviennent le sabotage des réunions par des discussions byzantines, l'instauration des tours de parole assure à chacun la possibilité de s'exprimer, jugulant ainsi la confiscation de la parole, et la rotation des mandats et des tâches réduit l'accaparement des savoir-faire.

Seule une attention collective constante au rapport de pouvoir évite le développement d'un système hiérarchique latent. De plus, il en résulte une transparence dans les règles du jeu qui assure aux nouveaux arrivants une participation équitable.

Bernoine

Extrait de *Catéchisme Élémentaire*



B.